

L'ÉTENDARD

RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE ANARCHISTE HEBDOMADAIRE

Le Numéro :
10 Cent.

Le Numéro :
10 Cent.

ABONNEMENTS

Pour toute la France
Tous mois 4 fr. 50
Six mois 3 fr. »
Un an 6 fr. »
Etranger : le port en sus.

ADMINISTRATION & RÉDACTION

51, rue Molière, à Lyon

RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications
s'adresser aux bureaux, 51, rue Molière, 51
tous les jours, de 8 à 10 heures du soir

APPEL AUX RÉVOLUTIONNAIRES

Compagnons,
La Fédération lyonnaise porte à la connaissance de tous les révolutionnaires l'avis suivant :
Le Compagnon Bordat, que les juges de la République ont fait passer 40 jours dans la prison de St-Etienne, vient de recevoir deux contraintes par corps, la première se montant à 89 fr. 25, pour avoir souffleté les politiciens verveux du RÉVEIL LYONNAIS de funèbre mémoire.
La deuxième à 52 fr., pour avoir déposé des couronnes sur la tombe des mineurs de la Ricamarie assassinés en 1869 par les sbires impériaux.

Nous croyons qu'il est du devoir de tous les révolutionnaires sincères, d'éviter cette deuxième incarcération de notre collègue.
Les réponses seront reçues au bureau du journal L'ÉTENDARD, rue Molière, 51.

NOTA. — Les dépenses dépassent le nombre des réponses. Le surplus sera mis à la disposition d'une œuvre révolutionnaire.
(LA COMMISSION EXÉCUTIVE).

APPEL A LA CONSCIENCE PUBLIQUE

SALLE DE L'ÉLYSÉE
Rue Basse-du-Port-au-Bois

Samedi 7 septembre à 8 h. du soir

GRAND MEETING PUBLIC ET CONTRADICTOIRE

Ayant pour Ordre du Jour :

1° LES TROUBLES DE MONTCEAU-LES-MINES

2° La Grève des Conscrits

Prix d'Entrée: 15 Centimes

MM. les Rédacteurs de la presse lyonnaise sont spécialement invités par lettre privée.

La Commission exécutive.

POURRIURE BOURGEOISE

« La Paix », organe de la présidence, traite Arabi d'imbécile pour n'avoir pas détruit le canal, et n'admet ni ne comprend cette analogie, à savoir que cela puisse être par scrupule.

Avoir des scrupules, et ne pas employer en état de guerre tous les moyens de destruction, ne pas commettre tous les actes de vandalisme et de brigandage, est pour la société bourgeoise, dirigeante et possédante, pure anerie, entière imbécillité. Réserve est faite cependant à l'égard des révolutionnaires, lesquels doivent avoir, parait-il, sous menaces des plus impitoyables peines, tous les scrupules que MM. les dirigeants n'ont pas.

Bombarder une ville, en fusiller som-

mement les habitants, violer les femmes et se livrer au pillage ensuite, constitue, pour les « honnêtes gens » qui nous dirigent, les droits de la guerre, mais par contre, être socialiste et aller dans un cimetière, comme à la Ricamarie, déposer des couronnes sur les tombes des malheureux mineurs assassinés par ces mêmes dirigeants, constitue d'autre part : bris de clôture ! violation de sépulture ! crimes de droit commun contre lesquels doivent s'indigner toutes les « honnêtes gens ».

« Le Soleil », autre organe bourgeois, dit que l'Angleterre s'emparant de l'Égypte, la France doit y répondre en s'annexant Tunis et au besoin la Tripolitaine.

Moralité bourgeoise, je te salue!

Vous passez dans la rue, tout à coup un cambrioleur, armé de gourdins et de couteaux traditionnels, saute sur un passant, l'assomme, lui prend sa montre et son porte-monnaie. Si vous êtes un bon bourgeois, défenseur de l'ordre, de la famille et de la propriété, il ne vous reste qu'une seule chose à faire : sauter à votre tour sur un autre passant qui est tout à côté et se livrer sur lui à la même « assommade » et au même nettoyage de montre et de porte-monnaie. Est-ce clair.

Réaction, tu es et tu seras toujours la même, c'est-à-dire l'antipode du droit, de la justice et de l'honnêteté. Ton sang est corrompu, ton souffle est délétère, ta raison d'être est l'infamie, et qui te sert? qui te défend? qui te fait vivre? qui te dorlote? celui que tu voles, que tu pilles, que tu emprisonnes, que tu hais, que tu méprises et que tu tués : le peuple!

O travailleur! se peut-il que tu restes toujours aveugle? ou pis peut-être : indifférent! Mais ce cri de détresse et de solidarité que nous poussons vers toi et qui contient toute notre conscience, ne l'entends-tu donc pas? Devons-nous penser que tu es sans souci de ta dignité, indifférent à tes propres misères comme à celles de ta malheureuse femme, de tes pauvres petits enfants? Ne crois-tu pas certainement que la race humaine est UNE et que le bien-être doit appartenir à tous?... Admets-tu dans ta conscience et sans colère, que tu es né pour travailler dès que le jour paraît jusqu'à nuit close, plus mal soigné, plus mal traité que le cheval du patron à l'écurie? que tu dois tout produire et ne jouir de rien, tandis que le puissant rossard qui te commande ne produit rien et jouit de tout???

Oh! quand donc la sainte et légitime révolte aura-t-elle secoué la léthargie de ta conscience?... Quand donc, las de tes souffrances, de ta misère et de ton abaissement, las de voir femme et enfants aimés condamnés à ton même destin, quand donc, dis je, le sentiment de la justice et du devoir te dira-t-il : Guerre implacable à l'implacable ennemi!...

Oh! ne jette pas au loin et sans n'y plus penser, le chiffon de papier qui contient notre appel et dans lequel se condensent toutes les souffrances humaines. Nous en appelons à ce cœur qui bat dans ta poitrine et auquel nous avons parlé au nom de ta femme et de tes enfants, de ta dignité et de ton honneur. Songe que notre propagande est toute de désintéressement, de sainte justice et qu'elle ne peut nous rapporter contrairement à tous nos dirigeants iniques, fourbes et cupides, affamés de jouissances et d'or, que la ruine, l'exil ou la prison.

Allons, travailleurs, réfléchissez, unissez-vous, organisez-vous et faites acte de solidarité contre la société bourgeoise corrompue. Ecoutez vos frères de travail et d'infortune et sus à l'ennemi commun dont toute l'existence est une guerre contre nous. A bas la magistrature, à bas le clergé, à bas l'armée, à bas le patron, à bas le propriétaire, à bas le GOUVERNEMENT, A BAS L'AUTORITÉ; et puisqu'on te foule aux pieds, si tu as du courage et du cœur, homme du peuple, défends-toi!

La noceuse opportuniste qui s'intitule veuve Adam, (ce qui n'est pas très délicat), écrit à un journal Florentin : « Je suis prêt à faire la lutte (à mains plates ?), au pangermanisme et au panislamisme pour l'établissement (sic) du panlatinisme, mais je vous avoue que pour le moment et pour des considérations politiques, je suis slavophile. » Ouf! quel événement considérable!

Cette joyeuse fille veut bien faire connaître au monde ses préférences de races, Dieu soit loué! mais elle oublie de dire si l'impératrice de Russie, qui lui a fermé sa porte et n'a pas voulu la recevoir nonobstant sa présomptueuse sollicitation, entre pour beaucoup dans ces inestimables préférences. Je suis ceel, je suis cela, et moi je vous dis que vous n'êtes qu'une catin et taisez-vous, noceuse!

LES DESSOUS D'UNE APOSTASIE

Ceux des lecteurs de l'Étendard révolutionnaire qui ont assez de temps à perdre et l'estomac assez robuste pour résister à la digestion de l'indigeste Prolétaire, n'ont pas oublié, sans doute, que, dans l'un des derniers numéros de cet organe officiel du possibilisme, M. Paul Brousse a jugé à propos d'expliquer au public les raisons pour lesquelles il a trahi le parti anarchiste, dont il était autrefois, en Suisse, aux heures sombres de l'exil, l'un des champions les plus farouches.

A l'en croire, s'il a fait amende honorable au suffrage universel, sur lequel il tirait jadis, dans une brochure restée légendaire, à boulets rouges et à bombes explosibles, s'il a abandonné la Révolution pour l'Évolution et les amertumes de la lutte obscure pour les capiteuses jouissances du pontificat, cela tient à ce que l'expérience lui aurait appris que sa nouvelle tactique est le seul moyen d'arriver à l'émancipation du prolétariat.... Après avoir figuré, dit-il, au premier rang des irréconciliables — au point, si nous en croyons certains bruits, d'avoir solennellement refusé la main, dans tel congrès de l'Internationale, il y a quelque sept ou huit ans, alors que l'abstention passait encore pour un paradoxe, à ceux des révolutionnaires qui n'avaient pas encore complètement rompu avec la superstition du bulletin de vote — après avoir prêché la propagande insurrectionnelle, il en serait revenu, dans l'intérêt même de la cause commune, un certain nombre de tentatives (?) avortées lui ayant démontré l'insuffisance, sinon le vice, de cette méthode d'action.

Ce qu'il vient d'écrire dans SON Prolétaire, M. Paul Brousse le clame depuis deux ans, à qui veut l'entendre, pour préparer son apostasie. Il va de soi qu'on ne rompt pas du jour au lendemain avec un parti dont on a porté le drapeau, sans prendre

des précautions, sans essayer de sauver les apparences, surtout quand on pose, comme M. Paul Brousse, pour un Machiavel au petit pied, ayant des chevilles pour tous les trous et des combinaisons merveilleuses pour toutes les éventualités.

C'est sans doute pour cela qu'il daigne approuver les émeutiers de Montceau-les-Mines — ce qui doit bien les flatter et les ragailhardir — sans avoir l'air de s'apercevoir que, ce faisant, il se met en contradiction avec ses nouvelles théories auxquelles cette initiative héroïque, essentiellement anarchiste, et grosse de conséquences si graves, vient d'infliger le plus formel des démentis.

Mais, faut-il donc croire M. Paul Brousse sur parole, et, tout en nous expliquant fort bien ses explications, leur but, leur origine et leur cause, faut-il à toute force y ajouter foi, sans chercher à approfondir la chose? Nous n'hésiterons pas à répondre négativement, au risque de nous faire décréter d'excommunication majeure par le Comité national ou condamner à mort par quelque meeting de compères. Qui a bu boira, dit le proverbe. Qui a menti, mentira, disons-nous à notre tour, et M. Paul Brousse, aggr., dans le passé, menti assez de fois pour que nous n'acceptons ses protestations que sous bénéfice d'inventaire. Sa sincérité — la sincérité d'un politicien doublé d'un transfuge! — est sujette à caution, et, d'ailleurs, il nous est revenu certains souvenirs qui paraissent de nature à donner à sa conduite actuelle une interprétation toute différente de celle dont il fait tant de fracas.

D'aucuns se souviennent, en effet, que M. Paul Brousse, du temps où il habitait la Suisse et où il faisait une propagande enragée en faveur des doctrines révolutionnaires anarchistes — il était pauvre alors! — appartenait à un groupe d'avant-garde, composé de militants, pour la plupart restés sur la brèche, et qui avaient déjà, à cette époque, donné des gages et fait leurs preuves. Il avait été convenu entre eux que tout l'argent qui pourrait échoir à chacun des membres du groupe, soit par son travail, soit par voie d'héritage, soit autrement, irait directement dans la caisse commune et serait employé aux besoins de la cause révolutionnaire. Ce n'était pas là un engagement platonique, car presque tous les contractants étaient des bourgeois déclassés, ralliés spontanément au prolétariat, intelligents, actifs, instruits et diplômés autant qu'on peut l'être, et appartenant à des familles aisées.

Nous pourrions en citer qui tinrent religieusement leurs promesses et qui, complètement ruinés aujourd'hui, après avoir sacrifié des fortunes considérables à des entreprises insurrectionnelles ou à l'agitation socialiste, sont obligés de travailler pour vivre et ont perdu l'habitude de déjeuner régulièrement tous les jours.

Tel n'est pas le cas du docteur Paul Brousse, fils d'un très riche robin d'une grande ville du midi, il semblerait cependant le mieux en situation de rendre les services en vue desquels ses camarades et lui avaient fondé l'organisation dont nous venons de parler. Mais il avait d'autres visées : il n'avait fait cette promesse héroïque que rien ne l'obligeait de faire, les anarchistes ne forçant la main à personne — que comme il s'était proclamé abstentionniste et révolutionnaire : pour se ménager des applaudissements et du prestige, jeter de la

poudre aux yeux de la foule et dissimuler ses impérieuses ambitions. Cela alla bien tant que M. Brousse père — dont les relations avec son fils étaient assez tendues — resta en bonne santé. Mais voici que le bonhomme commença à s'user : il « branle dans le manche » ; la perspective d'un gros héritage devient plus immédiate, plus palpable. . . .

Aussitôt, M. Paul Brousse s'apprête à changer ses batteries. Rester anarchiste, c'était s'exposer à se voir réclamer par les compagnons des mauvais jours la fidélité à la parole donnée.

Sans doute, il était libre d'y faillir cyniquement, sans ombages ni explications. . . . Mais c'était s'exposer à se diminuer, à se déconsidérer, c'était renoncer à toutes les petites satisfactions d'amour propre et de vanité dont il avait joui jusque-là, c'était laisser faner, sans compensation des lauriers aisément cueillis. . . . Puis, cette brutalité d'allures ne convenait pas au caractère tortueux du personnage.

Voici ce que sa roublardise lui suggéra.

Peu à peu, tout doucement, il se détacha des anarchistes militants, prétendant que, sans renier en aucune façon les principes si longtemps et si énergiquement préconisés, il y avait lieu — DANS L'INTÉRÊT DU PARTI ! — de faire quelques concessions aux difficultés courantes, aux préjugés du milieu, pour fonder une nouvelle faction juste-milieu. . . . Le possibilisme était fondé, et le tour joué !

Quand M. Brousse père est mort, il y avait déjà belle lurette que l'ex-rédacteur de l'Avant-garde avait pris place dans l'état-major minimunard. Dès lors, il n'avait plus à tenir sa parole ; il n'avait plus à contribuer aux frais d'une propagande jugée par lui inopportune et néfaste. . . .

C'est ainsi que nous voyons M. Paul Brousse — rentier — brûler, au fur et à mesure, par petits morceaux, ce qu'adorait naguère M. Paul Brousse-prolétaire. Que ne brûlera pas demain M. Paul Brousse-député, à en juger parce qu'il fait déjà, n'étant encore que candidat. . . . honteux ?

Paris vaut bien une messe, disait le roi Henri IV. De même, pour M. Paul Brousse, qui est de la même école, quelques mille livres de rentes valent bien un parjure.

Si l'explication n'est pas vraie, — et nous avons cependant des raisons particulières de la croire telle, avouez, au moins, qu'elle est bien vraisemblable, car elle élucide singulièrement la question.

N'y eût-il qu'une coïncidence, personne ne contestera qu'elle est étrange !

RÉVOLUTION SOCIALE EUROPÉENNE

Tandis que sur la France toute entière souffle a, cette heure, un vent de révolution sociale qui anéantira sans retour la féodalité capitaliste ; tandis que partout, l'ouvrier et le paysan fouibissent les armes de la lutte suprême, la lutte qui les débarrassera à tout jamais de la bourgeoisie, de ses appétits, de ses amis, de ses turpitudes, nous recevons de l'étranger les renseignements les plus authentiques se résumant en ces paroles : « Comme vous, nous sommes prêts à secouer le joug qui nous opprime ; comme chez vous la révolution est faite dans tous les esprits ; il suffira qu'une étincelle jaillissant de la France révolutionnaire vienne éclairer l'Europe de sa lueur libératrice pour que les trônes s'effondrent, pour que l'hvdre de la superstition soit écrasé, pour que les peuples, divisés par les haines intéressées des despotes, ne fassent plus désormais qu'une immense famille ! »

C'est ainsi que nous condons en quelques lignes les correspondances de nos amis de l'étranger et spécialement de l'Italie et de l'Espagne, ces deux sœurs de la France, ces deux sœurs du même lit : la race latine.

Certes, si nos amis n'étaient aussi surveillés qu'ils le sont par les gouvernements dont ils sauront s'affranchir à bref délai ; si les gens de la République n'avaient à ramasser des crachats dans de honteuses dénonciations dites diplomatiques, nous pourrions publier sur le mouvement révolutionnaire en Italie, et notamment en Espagne, des détails fort intéressants.

Nous ne leur donnerons pas cette satisfaction.

Nous nous bornerons à dire pour aujourd'hui que le prochain congrès de la Fédération des Travailleurs de la Région Espagnole prouvera aux révolutionnaires fran-

çais que leurs frères d'Espagne sont à la veille de leur tendre la main.

Après cela, tous les Derouabde, lèche-bottes du sire Gambetta, pourrout chanter en chœur l'hymne des patriotes, des chauvins, et crier : sus à l'Espagne et à l'Italie ! comme il ont crié, naguère, sus aux allemands ! . . .

Les révolutionnaires français ne comprenant que trop quels sentiments odieux animent ces lugubres soudards, étrangleurs de libertés, répondront en criant : sus à ces drôles ! »

Et cet acte de justice marquera la première étape de la Révolution européenne.

LETTRE STÉPHANOISE

Les Lovelaces efféminés de la haute et basse pègre littéraire, administrative et gouvernementale, qui décident, sans prendre son avis, du sort d'un peuple entier, emplissent les airs de leurs cris aigus et désespérés.

D'où vient cette furie ?... pourquoi ce désespoir ?

Ah ! C'est qu'ils ont peur. C'est qu'ils voient s'avancer, calmes et résolus, impitoyables comme le destin ces jeunes soldats de l'armée révolutionnaire qui se disposent à renverser de son piédestal de granit l'antique statue de l'Autorité, gigantesque monument que vingt-cinq siècles d'erreurs et de préjugés ont élevé à la bêtise publique, pour le malheur du genre humain.

C'est qu'ils voient des nuages, gros de menaces et de fureurs, s'amonceler à l'horizon : signes avant-coureurs de l'effroyable tempête qui doit les emporter, les balayer, avec une impétuosité telle que rien ne pourra les arracher au naufrage auquel ils sont irrévocablement condamnés.

Et, comme les anguilles de Melun, les bourgeois errent avant qu'on les écorche, ce qui, après tout, est logique et naturel, car chacun tient à sa peau, les bourgeois comme les anguilles ; il y a même cette différence en faveur des premiers, c'est que les anguilles ne craignent que pour leurs corps, tandis que nos seigneurs les bourgeois ont à défendre et leurs corps et leurs biens.

Ainsi s'expliquent ces larmes de crocodiles que versent abondamment nos sempiternels dirigeants à la pensée des progrès que fait l'idée révolutionnaire dans les rangs des travailleurs.

Les lamentations de ces Jérémies de brasseries n'auront pas le don d'émouvoir les précurseurs de la régénération sociale, mais elles attestent l'affolement qui règne au sein des classes dirigeantes.

C'est du Conseil général de la Loire que part aujourd'hui le cri d'alarme. Il s'est trouvé, paraît-il, dans ce Conseil, un Crassus assez ramolli pour présenter la jolie petite proposition que voici :

Demander au gouvernement d'interdire les réunions ou il est question de renverser des institutions que le peuple s'est librement données.

Farceur ! Pourquoi ne pas demander tout de suite le rétablissement des fameuses ordonnances de Charles X, d'après lesquelles, selon un écrivain de l'époque, on pouvait tout dire et tout écrire, à la condition qu'on n'attaquerait ni le roi, ni la magistrature, ni l'armée, ni la religion.

A cette condition on était libre. Voilà qui serait bien plus simple et surtout plus radical. Pourquoi n'y a-t-on pas songé ?

M. le préfet, qui est un administrateur relativement libéral — ou seulement plus sensé — a fait à la proposition de ce conseiller-modèle l'accueil qu'elle méritait, et ce Crassus-Loriquet en a été pour ses frais de Jérémies ampoulées.

Quoi qu'il en soit, voilà un monsieur qui m'a l'air d'entendre la liberté comme un mulet entend l'algèbre ; on ne ferait rien mal de lui donner une leçon.

Encore un qui va plonger ! C'est M. Marius Chavanne, qui joint aux fonctions de maire de Saint-Chamond celles plus lucratives de député.

Disons tout de suite que M. Chavanne est un radical ancré.

Or, il paraît que ce monsieur, député-maire ultra-radical, aurait soulagé ou laissé soulager la caisse municipale de Saint-Chamond d'une petite somme de quatre ou cinq cent mille francs. . . ., une bagatelle, comme

vous le voyez. . . . On a découvert le pot-aux-roses, et ma foi ! voilà le susdit Chavanne qui va dégringoler des hauteurs gouvernementales, où la candeur publique l'avait juché, pour rouler dans l'abîme où croupissent ordinairement les déclassés de la grande famille humaine.

Pauvre homme ! Avoir monté si haut et tomber si bas.

Cela prouve une fois de plus que le Fortune est inconstante et tel est aujourd'hui flatté et honoré qui, demain peut-être, sera honni. La roche Tarpéenne est près du capitole. Chavanne l'avait oublié ; on le lui rappellera ; mais, hélas ! il sera trop tard.

Et dire qu'il y a des gens, comme Andrieux et Gambetta, par exemple, qui emplissent des mille et des millions sans être inquiétés, qui vous prennent des ventres à étonner le maire de la Ricamarie, sans avoir à subir aucune avarie de la part des magistrats ou des gouvernants et être soi-même l'objet d'une foule de persécutions pour une bêtise de quelques billets de mille. . . . C'est une triste ! c'est navrant !

Oh ! Chavanne, que je te plains ! ! !

C'est définitivement le 24 du présent mois que s'ouvrira le sixième congrès ouvrier du parti ouvrier socialiste français.

Le congrès se tiendra au cirque, rue de la République. On ne dit pas combien de temps il durera.

Si j'avais à donner mon avis sur ces GRANDES ASSISES DU TRAVAIL, comme on dit au Parti ouvrier, je n'hésiterais pas à déclarer que tous ces congrès me paraissent un abus.

Les travailleurs s'imposent de lourds sacrifices pour envoyer dans ces parloottes des délégués qui, le plus souvent, viennent vous débiter des absurdités capables de renverser les cerveaux les mieux conformés. Quelques-uns, infatués de pédantisme et de présomption, récitent mot à mot des chapitres entiers, appris de mémoire sur les ouvrages de quelques auteurs socialistes, mêlant Proud'hon et Fourier, Lassalle et Engels, K. Marx, Schaeffle, R. Spencer, etc., et, brochant sur le tout, vous font une bouillabaisse qu'ils vous servent avec un imperturbable sang-froid, sans se préoccuper de savoir s'ils ne vont pas écœurer le public.

Il est vrai qu'il s'y dit aussi de belles et bonnes choses, mais très souvent elles se perdent au milieu de ce fatras de lieux-communs, de phrases banales et ratatinées, qui ont figuré dans tous les programmes électoraux.

Il serait préférable, à mon sens, d'employer les sommes englobées dans ces congrès, à l'organisation de conférences contradictoires sérieuses, avec des orateurs compétents, pour traiter les divers sujets mis à l'ordre du jour, ou à répandre à profusion des écrits très simples et très clairs, à la portée de toutes les intelligences, afin que la lumière se fit dans les milieux les moins développés.

Mais on ne m'a pas demandé mon avis et vous allez peut-être me trouver bien hardi de vous le donner sans avoir préalablement demandé l'autorisation au Comité national.

Tant pis ! ça y est.

Au surplus, j'aurai prochainement à vous conter, à propos de congrès, une petite histoire qui ne peut manquer d'intéresser vos lecteurs.

Tactique

RÉVOLUTIONNAIRE

A l'usage des ouvriers de la terre

Suite de la causerie de Theuley-lès-Lavoncourt.

Gérard. — Nous sommes révolutionnaires parce que, comme vous avez pu le lire, tant dans le Droit social que dans l'Eten-dard, nous sommes persuadés que tout ce qui existe, tout ce qui représente la richesse sociale, est uniquement le fruit du travail des ouvriers d'aujourd'hui et de ceux des temps antérieurs, que par conséquent nous avons le droit d'en revendiquer la possession : — ceux qui détiennent actuellement ces richesses ne voulant pas s'en dessaisir en aucune façon, nous sommes donc obligés de nous en emparer par la force.

Lejeune. — Ma foi, père Gérard, rien n'est plus juste, selon moi, et la preuve, c'est que, si par hasard, un voleur s'introduisait chez M. Portefoin, qu'il lui prenne les écus, mais que notre maire puisse mettre la main au collet du voleur et lui reprendre ses sous, il le ferait sans scrupule,

et les lui reprendrait jusqu'au dernier même, je m'en rapporte à lui.

Portefoin. — La belle malice, tout le monde en ferait autant.

Gérard. — Alors vous nous reconnaissez le droit de mettre la main sur le produit des vols successifs faits au prolétariat, en quelque endroit qu'il se trouve ?

Portefoin. — Mais sans doute, si le vol est dûment constaté, la justice vous y aidera, soyez-en sûr.

Gérard. — Cela lui est impossible, votre justice étant le fait de l'état de choses actuel, elle ne peut instrumenter contre l'un de ses détails, du reste elle-même consacre ce genre de vol. — Mais nous allons nous adresser directement à vous, et puisque vous venez de nous reconnaître le droit de mettre la main sur tout ce qui nous a été volé, nous vous dirons :

Veillez, M. Portefoin, remettre aux mains de la collectivité, ce que vous appelez si complaisamment votre fortune.

Portefoin. — Je vous ai reconnu ce droit si vous établissiez qu'il y a eu vol.

Gérard. — Nous allons vous le faire constater vous même.

Portefoin. — Voici une étrange prétention par exemple, mais, Monsieur, j'ai les titres en règle de toutes mes propriétés, sachez-le bien : par conséquent elles sont à moi et bien à moi, prouvez-moi le contraire si vous pouvez.

Gérard. — Rien n'est plus simple, M. Portefoin ; laissez-moi seulement vous poser quelques questions, indispensables à cette preuve, et auxquelles vous voudrez bien répondre, alors vous verrez qu'il est très facile de démentir l'illégitimité de la possession de vos biens.

Portefoin. — Je voudrais bien voir cela et suis prêt à vous répondre.

Gérard. — Vous allez être satisfait. Veuillez donc dire de quelle façon vos biens, votre château, sont arrivés entre vos mains ?

Portefoin. — Mais de la façon la plus naturelle. M. Gérard, je vais même, pour mieux répondre à votre question, vous faire l'historique de notre fortune, honorable celle-là, car elle a l'économie pour base, ne vous en déplaie.

Mon père était, à 18 ans, garçon de ferme chez le propriétaire du château que j'habite ; à 25 ans, il épousa la fille d'un cultivateur d'un village voisin, qui lui apportait une paire de bœufs, comme dit,

lui de son côté, avait quelques économies, dans ses sept ans de service au château, il avait amassé quelque argent bien placé, soyez sûr. Une fois marié, avec son petit avoir et celui que ma mère apportait on prit une petite ferme, et là tous deux ils travaillaient du matin au soir, en vivant de peu, croyez-le bien, aussi ils voulaient arriver. Chaque année augmentait leur bien-être, si bien que de fil en aiguille, d'économies en bénéfices, ils finirent par prendre une ferme de vingt paires de bœufs. Ah ! lam, ici il y avait encore plus de mal à avoir, il fallait veiller à tout, gouverner tout un personnel nombreux, il ne fallait pas pleurer sa peine. Mon père ne la pleura pas, si bien qu'en mourant ils eurent tous deux la consolation de nous laisser, à ma sœur et à moi, chacun cent cinquante mille francs.

Cette situation me permit, à mon tour, d'épouser une femme qui en possédait un peu plus, elle, ces deux situations réunies ont fait ma fortune actuelle. Ces renseignements vous suffisent-ils ? Et avez-vous chose à répondre dans mes prétentions ?

Gérard. — Vos renseignements sont parfaits, je ne vous en demande pas davantage.

Portefoin. — Pour reconnaître la légitime possession. . . .

Gérard. — Ne répondez pas pour moi, je vous prie. Pour reconnaître que ce que vous appelez vos biens sont les biens de tous.

Portefoin. — Etablissez cela si vous pouvez.

Un laboureur. — Par exemple ! si le père Gérard prouve cela, les gros bonnets auront du fil à retordre avec nous.

Gérard. — Prêtez-moi donc votre attention : Je vais remonter aussi haut que votre maire pour faire ma preuve.

Quand votre père est entré au château, M. Portefoin, il avait 18 ans, avez-vous dit, c'était, paraît-il, un solide gaillard, il était nourri, couché, logé, blanchi au château et de plus, le maître lui payait encore un certain gage par an, représentant les services rendus.

Qui avait fixé cette somme ? ce gage ? qui avait déterminé la valeur des services rendus par votre père ? le maître, n'est-ce pas ?

N'avez-vous pas entendu dire par votre

père, qu'il méritait mieux que ce que l'on lui payait ?

Portefoin. — Toutes les gens de cette époque étaient unanimes à dire que mon père valait cinquante écus de mieux, mais c'était le prix que l'on payait au château, il n'y avait rien à dire, c'était à prendre ou à laisser.

Gérard. — Evidemment, nous savons cela, mais néanmoins c'était cinquante écus qui étaient volés chaque année à votre père, passons. Votre père était économe et rangé, il se privait de beaux habits les jours de fête, de distractions coûteuses afin d'amasser quelques sous.

Portefoin. — C'était son droit, j'imagine, il en était bien libre, je crois.

Gérard. — Ne disiez-vous pas hier qu'il ne fallait pas que les hommes soient libres de faire le mal ?

Portefoin. — Sans doute, mais quel rapport ?...

Gérard. — Votre père a fait le mal en se privant, en économisant il a nui à ses semblables.

Portefoin. — Voici bien d'une autre théorie maintenant.

Gérard. — Je vais prouver ce que j'avance. Il se privait de beaux habits des dimanches, si tous les domestiques de la contrée en avaient fait autant, les tailleurs seraient morts de faim faute d'ouvrage, ceux-ci n'usant plus de drap, les fabricants auraient renvoyé leurs ouvriers, qui à leur tour, souffrant de la misère et ne pouvant plus acheter ni pain ni vêtements, auraient porté la ruine chez les boulangers et ailleurs. Voyez-vous le mal que font ceux qui, comme votre père, économisent ? Soutiendrez-vous encore qu'il en avait le droit ?

Guillaume. — A mon point de vue, cela constitue une plus mauvaise action que de retourner une raie au champ du voisin.

Portefoin. — Mais il n'était pas cause de cet enchaînement.

Gérard. — Evidemment non, aussi ne l'accusons-nous pas, mais disons-nous qu'il faut briser cet enchaînement. Poursuivons, voulez-vous ?

Voici donc votre père pourvu d'économies et marié avec une femme ayant un petit avoir ; il se met en quête d'une ferme qu'il loue, avec ses économies il achète le matériel, les bestiaux nécessaires à l'exploitation, il prend à gage le personnel obligé, c'est bien cela n'est-ce pas, M. Portefoin ?

Portefoin. — Pa

Gérard. — Et le t... son personnel aidant, votre père, c... l'année, enregistre de nouveaux bénéfices, c'est encore bien, cela ?

Portefoin. — Toujours très bien.

Gérard. — Alors votre père, qui avait été volé au château, vous l'avez admis, se mit à voler ses domestiques en les payant le moins cher possible ; c'est toujours cela, n'est-il pas vrai ?

Portefoin. — Je vous arrête ici, M. Gérard, mon père ne volait pas ses domestiques, il les payait et régulièrement le prix convenu, ils étaient libres d'accepter ou de refuser, que diable.

Gérard. — Comme votre père, M. Portefoin ! Et bien non, ils n'étaient pas libres, car la nécessité, la faim souvent met les travailleurs à la merci de ceux qui les emploient. (A suivre.)

Que fait la police ?

Où donc sont les sergents de ville ?

Ah ! Paris n'est pas gardé, on assassine en plein jour, nous sommes dans une forêt de Bondy !

Tels sont les cris de détresse que poussent tous les matins, nos bons radicaux, sans s'apercevoir qu'ils font les affaires des Gambettistes, à la face desquels ils n'ont pas assez d'encre à jeter. La loi sur les récidivistes est également demandée par quelques uns, bien qu'au fond ils sachent parfaitement que cette loi n'est pas plus faite pour les soutenus des filles publiques que pour les feuilles radicales, — prostituées autrement dangereuses pour la morale publique que la chair à plaisir de messieurs les bourgeois — soutenues par l'or de la crapule bourgeoise ! Il n'y a pas à le nier, messieurs du radicalisme, vous êtes à la fois souteneurs et soutenus.

La police, dont vous demandez tous les jours la réforme, dans vos premier-Paris, tout en insérant à votre deuxième page les condamnations des policiers qui « meurent à la peine », qui ne sont pas assez « payés » pour nous broyer la poitrine à coups de talons de bottes et nous démolir la mâchoire à coups de cassette ; et le vieux cliché de l'« honnête sœur d'un cher confrère » arrêtée par les argousins sans pudeur de Camescasse-tête, etc.

La police, elle, est dans son rôle ; on lui a dit : « sus au Pékin ! » elle tape dans le tas, voilà tout.

Quelqu'un qui n'est pas dans son rôle de protecteur et d'éclairer du peuple, c'est vous, messieurs. Au policier pleurant la faim, vous annoncez des temps meilleurs — sans doute ceux qui vous porteront au pouvoir — au lieu de leur dire carrément qu'il y a autre chose à faire, pour un homme honnête, que de moucharder et assassiner son semblable.

A l'assommé par les souteneurs ou les mouchards — les uns comme les autres sont de la police, c'est ma conviction intime, — vous conseillez, avec force discours sur les droits et la liberté des citoyens, d'en référer à la justice ! on n'est pas plus « homme du gouvernement », la justice ? vous voulez rire, sans doute, vous savez bien que c'est toujours le lapin qui a commencé.

En vérité, je vous le dis : il est bien plus pratique de saigner immédiatement, sur place, sans plus de façons, le poisson galonné ou en blouse ; quand on aura trouvé dans l'égout une demi-douzaine de souteneurs et de soutenus, il y a gros à parier que « vos honnêtes sœurs » pourront vaquer librement à leurs affaires. Ce moyen est mille fois plus efficace et plus « honnête » que votre loi sur les récidivistes, qui, en définitive, n'atteindra — vous le savez encore — que les seuls révolutionnaires, qu'un Tallon assimile aux souteneurs, dans la présence du compagnon Crestin, dont la conduite essentiellement morale, ne peut être comprise d'être aussi *moraux* que tous les Tallon de la non moins morale magistrature debout et assise ; pour les seuls révolutionnaires qui, à Montceau-les-Mines, nous ont donné un avant goût de révolte à la dynamite, et que les domestiques du sieur Henry Maret appellent « Blouses blanches ».

Ce que fait la police, messieurs ? eh ! vous avez la mémoire courte quand vous le jugez à propos, n'est-ce pas une de vos feuilles qui nous donnait, il y a quelques mois, l'emploi de son temps par la publication de la note suivante :

LES FICHES ELECTORALES DE LA PREFECTURE DE POLICE

« On vient de commencer, à la préfecture de police, un immense travail qui est celui de la confection d'une nouvelle série de fiches électorales, destinées à fournir à la police un élément sûr d'informations sur tous les électeurs de Paris.

« La préfecture de police, on le sait, n'a pas à s'occuper de la révision des listes électorales ; seulement, des réclamations de toute nature lui arrivent tous les jours, non-seulement de Paris, mais des départements, d'où on lui demande des renseignements sur un grand nombre d'individus. M. le préfet de police a pensé qu'il fallait doter son administration d'une nouvelle série de fiches contenant des renseignements, non-seulement sur l'Etat-civil, mais aussi sur les antécédents des électeurs inscrits.

« A cet effet, profitant de l'occasion de la révision des listes électorales, la préfecture de police va demander en communication les différentes listes électorales de Paris, pour faire relever, un à un, tous les noms d'électeurs, premier renseignement essentiel qui sera ensuite complété par les soins de la police. »

Ceci regarde les votards,

Troupeau que l'on mène paître

Entre le sacristain et le garde-champêtre. Mais vous, braves gens (excusez-moi si je me trompe), qui savez très bien à quoi vous en tenir sur les agissements policiers, cessez donc vos jésuitiques récriminations, vous voyez bien que dame police ne peut tout faire à la fois, et puis, si vous avez peur dans les rues de Paris, eh bien ! c'est très simple : Allez-vous en !

LES TROUBLES DE MONTCEAU-LES-MINES

Nous avons reçu, à la date du 4 septembre, la lettre suivante :

Compagnons,

Si, en dehors de la déclaration que quelques-uns de nos amis ont pu vous faire parvenir, vous n'avez rien reçu de moi, votre correspondant particulier, c'est que

DIX LETTRES, mises à la poste de MAGNY-DE-MONTCEAU, ont été soustraites par les agents du gouvernement de la République opportuniste.

A cela il n'y aurait rien d'étonnant car, du matin au soir, j'avais sur mes talons une collection de gendarmes qui ne me laissaient aucun répit.

Il y a même mieux, à un moment donné, j'ai eu l'honneur d'être arrêté et d'être l'objet de perquisitions aussi odieuses que grotesques.

« Vous êtes, me disait-on, le correspondant d'un « journal malpropre » de Lyon, que l'on nomme l'ETENDARD REVOLUTIONNAIRE : vous êtes la cause du scandale ; vous allez nous dire quels sont les chefs du mouvement, ou sinon nous vous conduisons en prison ! D'ailleurs — ajoutaient ces individus — vous pouvez parler en toute liberté, vous avez été vendu par vos amis, et rien ne vous engage désormais à dissimuler quelque chose de la vérité. »

Pendant ce temps-là, certains de mes amis, faisaient prendre secrètement à la gare les numéros de l'ETENDARD qui arrivaient à Montceau, et les distribuait avec le plus grand mystère, car le préfet, le sous-préfet et le général en chef faisaient arrêter un colporteur dévoué et le sommaient d'avoir à livrer « des petits livres rouges » chargés à l'avance de tous les péchés révolutionnaires !

Je note en passant que le fameux maire Jeannin, l'obscur sous-valet de valets du pouvoir, n'avait pas été l'un des derniers à menacer le colporteur de l'ETENDARD et à collaborer à la saisie des numéros du 20 et du 27 août.

Ce renseignement n'est pas sans importance, quand on sait le rôle que le Jeannin a eu l'impudence de jouer dans les feuilles dites républicaines !

Certes, compagnons, la persécution religieuse des Chagot, doublé des Jeannin, n'a pas été étrangère aux troubles de Montceau-les-Mines ;

Certes, l'écœurable commerce de ces gens-là, exploitant à la fois et le vin et la prière ont beaucoup servi à fomenter l'esprit de révolte dont nous avons été animés ;

Certes les insolences de la femme Chagot, ancienne fille de coulisses, confite en eau bénite, pour apaiser ses ardeurs ultramondaines, ont exaspéré bien des consciences d'ouvriers privés de leur gain-pain à cause de la trop grande délicatesse d'opinion libre-penseuses des républicains.

Mais quoiqu'en dise, le fameux citoyen Dumay, l'illustre lâcheur que vous savez, tenez pour certain que les troubles de Montceau-les-Mines, prélude de la Révolution prochaine, n'eurent d'autre but que de jeter la première étincelle de la Révolution sociale, et que, malgré les supplications de Chagot, de sa femme l'actrice et de Jeannin, pour implanter une garnison à Montceau, nous saurons bientôt et d'une manière décisive, déployer le drapeau noir de la misère, ce drapeau que Chagot, l'actrice et Jeannin ont essayé de salir et qui, dans l'histoire de la Révolution définitive, sera considéré comme le guidon de la Révolte victorieuse !

UNE

RÉUNION COLLECTIVISTE

LA PRESSE FINANCIÈRE

Pas contents du tout MM. les Collectivistes en général et MM. les Guesdistes en particulier, du résultat de la réunion de la salle Louis.

Ces messieurs (c'est des citoyens Guesde et Lafargue que je parle) avaient organisé pour samedi 2 septembre une réunion publique pour discuter sur la question du gaz et la vénalité de la presse bourgeoise.

Monsieur Maret du Radical et député du 17^e arrondissement (dans lequel avait lieu la réunion) avait été, disaient les affiches, personnellement invité à cette réunion.

Les orateurs inscrits étaient la citoyenne Louise Michel, les citoyens Lafargue, Guesde, Robelet, Manier, conseiller municipal.

A neuf heures, la séance est ouverte après la nomination et la formation du bureau qui n'a pas eu lieu sans un grand tumulte.

Le citoyen Lafargue prend la parole. Je suis membre du « Parti ouvrier », dit-il, et je viens vous parler de la question du gaz.

Il entreprend immédiatement un immense galimatias entrecoupé de coq-à-

l'âne qui excite la stupéfaction de l'auditoire qui s'imaginait aller entendre un orateur de première force.

Au milieu de cet imbroglio, les esprits des auditeurs, après s'être livrés à un travail acharné, finissent par comprendre que : le gaz à Paris était trop cher ; que 130,000 habitants seulement en usaient, qu'à Londres il n'était payé que 14 centimes ; que la Cie du gaz aurait dû réduire, il y a 13 ans, le prix du gaz de 5 centimes, il y a un an, de 10 centimes ; que la Cie en laissant perdre une partie des résidus de la houille, dans le but de paraître plus pauvre, portait atteinte à l'industrie nationale ; que les Allemands ont à Francfort-sur-le-Mein une usine qui fournit des couleurs d'aniline de toute nature à la France, à l'Europe, à l'Amérique, au monde entier ; elle fournit même, à ce qu'a dit le citoyen Lafargue, des couleurs qui n'existent pas dans la nature, lesquelles couleurs sont sorties du cerveau (probablement du sien, car il s'entend très bien à tirer des couleurs), et finalement le public comprend aussi que le citoyen Lafargue n'a dit que des bêtises et que quand on se dit socialiste comme lui on ne traite pas la question du gaz en faisant des propositions qui, si elles étaient adoptées, ne feraient que procurer des économies aux 130,000 bourgeois industriels et commerçants qui en font usage et sans aucun résultat pour les travailleurs.

J'oubliais de dire que voyant que la salle commençait à être rudement impatientée par les insanités qu'il débitait, il s'est mis à attaquer le citoyen Floquet. Il ne lui fut pas difficile là d'obtenir un succès relatif et il aurait continué longtemps là-dessus ; mais, heureusement, des citoyens présents, voyant où il voulait en venir, l'ont ramené à la question, il finit alors son discours au milieu d'un tumulte épouvantable.

En ce moment, le président lit une lettre de la citoyenne Louise Michel qui s'excusait de ne pouvoir assister à la réunion, étant au chevet de sa mère gravement malade.

L'assemblée, fortement énervée par le discours du précédent orateur et voyant que la vaillante conférencière n'assisterait pas à la réunion, devient houleuse. Les partisans de Maret et les reporters de la presse bourgeoise font un tapage indescriptible, des disputes éclatent de tous côtés, une douzaine d'orateurs déclament à la tribune sans pouvoir se faire entendre, le président, un radical forcené, fait le plus de potin possible en agitant une énorme cloche au milieu du vacarme qui va grandissant ; cela dure un quart d'heure.

A la fin, un orateur doué d'une forte voix, parvient, plus heureux que les autres, à se faire écouter. Il finit en engageant l'assemblée à écouter le citoyen Guesde qui va parler de la vénalité de la presse bourgeoise.

Le citoyen Guesde prend donc la parole, petit à petit le bruit se calme, il dévoile les agissements honteux de la presse bourgeoise, du Temps, de la Vérité, du Radical principalement, qui ont été achetés par la Cie du gaz.

Oui, dit-il, toute la presse bourgeoise est vendue, vous en avez là la preuve ; dans le Citoyen nous avons toujours combattu la Cie du gaz, nous avons divulgué les mensonges de la presse bourgeoise, à nous on est venu nous offrir 10,000 fr. pour cesser notre campagne. Eh bien nous avons repoussé avec indignation cet offre malhonnête car nous sommes les défenseurs du droit et de la vérité et nous n'avons rien à nous reprocher sous ce rapport là.

Oui, la presse entière se flaccide, elle est toute à la merci et à la solde de monsieur de Rothschild le millionnaire. Avec quelques sous on achète la plume du premier journaliste bourgeois venu.

On ne saurait trop flétrir ceux qui couvrent de leur popularité, de leur talent les mensonges qu'ils évalent effrontément dans les colonnes de leur journal.

D'unanimes applaudissements soulignent la fin de son discours et il descend triomphant, fier, de l'effet qu'il a produit.

Le compagnon Godard demande la parole, le président l'accorde indûment à un autre qui se trouvait sur l'estrade, des protestations se font entendre contre la partialité du président, néanmoins on n'entend aucun compte et le citoyen M... a la parole : il ne dit du reste que des choses fort peu intéressantes.

Quand il a fini, le compagnon Godard parvient à se faire entendre et dit :

Je ne viens pas ici pour attaquer les orateurs qui viennent de parler, je suis complètement de l'avis du citoyen Guesde et je trouve que l'on n'a pas assez flétri, comme

ils le méritaient, M. Hébrard du Temps et M. Henri Maret du *Rédacteur*.

Mais, dans la nomenclature des journaux vendus on en a oublié un qui, certes, n'est pas des moins avancés.

Dans ce journal que je lisais lundi, j'ai trouvé l'entrepreneur qui, quoique n'ayant pas traité la question du gaz, mérite, je le crois, autant de réprobation que ceux parus dans les journaux dont on vient de vous citer des exemples; car il célèbre et glorifie l'entreprise financière du canal de Panama.

De tous côtés on entend: le nom du journal! le nom du journal!!

Le compagnon Godard délie alors le journal devant l'assemblée stupéfaite en disant: ce journal, c'est le *Citoyen*, organe de MM. Guesde et Lafargue que vous venez d'entendre flétrir la vénalité de la presse bourgeoise!

Il est impossible de décrire la tête que faisait le citoyen Guesde et la fureur du citoyen Lafargue. Ils avaient envie de nier, mais le compagnon Godard leur mettant le journal sous le nez leur dit: vous voyez que ce n'est pas une contrefaçon, et il continue la lecture de l'article aux applaudissements de tout le monde.

Cet article, le voici tel qu'il a été imprimé dans le *Citoyen* portant la date du mardi 29 août, en troisième page, avant les Faits-Divers:

Valeurs industrielles

Le Panama est en hausse à 552,50.

On sait que l'émission des 250,000 obligations du Canal de Panama aura lieu le 7 septembre.

Nous n'avons pas à faire l'éloge de la grande entreprise du Canal de Panama. Pour l'apprécier comme elle le mérite, on n'a qu'à se reporter au remarquable rapport présenté par l'éminent M. Ferdinand de Lesseps à la dernière assemblée générale.

La Compagnie de Panama va faire appel au crédit pour se procurer une somme de 100 millions destinée à payer l'acquisition qu'elle vient de faire de toutes les actions des chemins de fer de Panama-Colon-Aspinwall.

Les prix de souscription que nous ne pouvons pas encore préciser d'une manière définitive seront très avantageux.

M. Ferdinand de Lesseps a voulu, avant tout, faire profiter ses actionnaires d'un droit de préférence, et ne pouvant fixer deux prix différents, le public bénéficiera des avantages accordés aux actionnaires.

On compte sur un grand succès de souscription digne de la confiance sans limite qu'inspire cette magnifique affaire.

Je n'ai qu'une chose à demander, dit-il en terminant: Citoyen Guesde, cet article est-il de vous?

Le citoyen Guesde, ainsi interpellé, se lève pour parler; il bafouille pendant cinq minutes au milieu des huées de l'assemblée, quand la citoyenne Louise Michel arrive à temps pour le sauver de ce mauvais pas.

La citoyenne Louise Michel, qui ignore ce qui s'est passé, fait, dans un brillant discours, appel à tous les hommes de cœur pour faire la Révolution.

Les révolutions qu'on a faites jusqu'à ce jour, dit-elle, n'ont pas réussi parce qu'on se les est laissées escamoter par des meneurs, le peuple doit y prendre garde et le jour venu, se méfier de ceux qui le flatteront pour mieux le tromper.

Quand elle arrive à parler de la vénalité de la presse bourgeoise, on crie de toutes parts: Le *Citoyen*! le *Citoyen*! La citoyenne Louise Michel, ne sachant ce que l'on voulait dire, continue son discours, en disant que le jour venu, il faudra se débarrasser de tous ces individus pour qu'ils ne nous gênent pas et que cette fois, nous puissions enfin faire une véritable révolution sociale universelle.

Après quoi, M. Guesde, qui a eu le temps de réfléchir, monte à la tribune et vient déclarer que ce n'est qu'un envoyé de Maret qui a pu dire cela, mais on a compté que les travailleurs étaient ignorants en matière de presse. Il y a, dit-il, dans un journal, deux parties distinctes, la partie financière et la partie politique. Voix dans la salle: Quand ce journal est vendu, le *Citoyen* est un journal vendu, Godard, Godard, Godard). M. Guesde veut continuer, ses explications embarrassées ne peuvent donner le change à la majorité des citoyens présents, il est obligé de descendre de la tribune au milieu des huées.

Le compagnon Godard prend la parole et dit, pour répondre aux calomnies: on a dit que j'étais un partisan de M. Maret et que je venais ici pour faire son jeu. Je déclare hautement que je mets dans le même

sac les rédacteurs de tous les journaux bourgeois, de tous les journaux vendus, ils sont tous dignes du mépris et de l'indignation publique.

Quant aux rédacteurs du *Citoyen* qui ont voulu, en faisant cette réunion, démontrer que tous les autres journaux étaient indignes de la confiance du peuple et que seuls eux ils étaient purs, ils ont oublié que l'on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

MM. Guesde et Cie, comprenant le danger qu'il y avait de laisser parler davantage le compagnon Godard, se mettent à gueuler, une dizaine d'énergumènes montent à la tribune pour couvrir sa voix, M. Lafargue lui dit qu'il est le fils d'un bourgeois, M. Deville qu'il a fait une mauvaise action, M. Guesde qu'il est un Maretiste, etc., etc. Quatre ou cinq individus criant plus fort que les autres et partant plus lâches, sont vertement apostrophés par les amis qui étaient là, et ne trouvent rien de mieux que de faire de plates excuses au compagnon Godard; pendant ce temps, le président lève la séance et l'on se retire en faisant force réflexions sur la vénalité de la presse bourgeoise en général et du *Citoyen* en particulier.

MOUVEMENT SOCIAL

Nous avons reçu un grand nombre d'adresses et de lettres de félicitation, de divers groupes de Paris, Marseille, Bordeaux, St-Quentin, Roubaix, Narbonne, Cette, Grenoble, Vienne, St-Etienne, Le Creuzot, Villefranche, Roanne, etc., etc. Nous avons toujours ajourné ces publications, et nous nous voyons aujourd'hui forcés de les supprimer vu l'abondance des matières. Nous remercions tous les groupes révolutionnaires de leurs sympathies et de leurs encouragements, tant que nous sentirons une force semblable et toujours grandissante derrière nous, nous tiendrons haut et ferme le drapeau de la révolution.

LA RÉDACTION.

Grande Conférence contradictoire organisée par le Cercle d'Etudes sociales de Levallois Perret, samedi 9 septembre 1882, à 8 heures 1/2 du soir, salle du Théâtre, 67, rue Fazillau, à Levallois Perret.

ORDRE DU JOUR;

De l'émancipation des travailleurs par la coopération ou par la révolution.

Les citoyens Emile Gauthier, Bernard et plusieurs membres du Cercle feront l'exposé des théories révolutionnaires.

Les contradicteurs inscrits sont les citoyens: Accablé, Véronne, Roulot, Allard, Delahaye, Milon qui défendront les théories coopératives.

Entrée 50 centimes.

A la fin de la réunion un citoyen récitera les Incendiaires, de Vermesch.

Dolomieu (Isère), 4 septembre 1882.

Les révolutionnaires du canton de La Tour-du-Pin envoient l'expression de leur solidarité, de leur reconnaissance et de leur encouragement au vaillant organe des travailleurs, l'*Etendard révolutionnaire*, ainsi qu'à leur compatriote, le citoyen Bonthoux, qui a si bien flagellé les valets de la république bourgeoise.

Ils espèrent que le jour n'est pas éloigné où cette bourgeoisie coupable, corrompue et dépravée, aura à rendre compte de ses infamies au prolétariat révolté. Ce jour là nous suivrons leur exemple, c'est-à-dire que nous serons sans pitié. Toutes ces sangsues rapases qui s'engraissent du produit de notre travail tomberont sous nos coups justiciers et vengeurs.

Travailleurs des villes,

Du courage et en avant! Les exploités des campagnes sentent avec vous. Guidés par des intérêts identiques aux vôtres, nous revendiquons l'honneur de monter avec vous à l'assaut de la Bastille capitaliste, cléricale et bourgeoise. Nous savons qu'il se trouve des travailleurs parmi nous qui rejettent la cause de leur misérable situation sur les paysans, parce que la plupart de ceux-ci, disent-ils, ont abandonné l'agriculture pour s'occuper des diverses branches de l'industrie et leur font, par ce moyen, une sérieuse concurrence. Certes, ce n'est pas pour notre bon plaisir que nous avons quitté l'agriculture. Le paysan aime avant tout le travail des terres: ce sont là ses premières amours, c'est au milieu de ces travaux qu'il a été élevé, nourri et habitué. S'il a abandonné

ces travaux ce n'est que quand il lui a été dans l'impossibilité de vivre. Après avoir arrosé de sa sueur pendant toute une année un terrain qui ne lui appartient pas, après s'être exténué de fatigue et d'un labeur incessant et continuel, il arrive parfois que la récolte manque, alors c'est la misère avec son noir cortège d'incertitude et de souffrances. Car nos seigneurs terriens ne regardent pas cela, il leur faut avant tout leur terme et dame..., vous en savez quelque chose. *Maitre Vautour* ne lâche pas de sitôt sa proie. Pour assouvir son insatiable soif de l'or, il n'hésite pas à jeter sur le pavé une honnête famille à bout de force et d'angoisses et à faire vendre leur misérable mobilier, produit de toute une génération, quand les malheureux n'ont pas pu acquitter le loyer. Mais, soyez-en certain, nous aurons bien vite laissé l'industrie aux villes quand le sol et les richesses sociales seront communisées et que l'existence du lendemain sera assurée.

Il est temps, grandement temps que tous ces exploités qui nous oppriment et nous pressurent, disparaissent au plus vite; il y a assez longtemps que nous subissons leur joug odieux. Aussi sommes nous fermement disposés à ne pas le tolérer plus longtemps et à faire table rase de toutes les institutions gouvernementales et religieuses. Tous nos efforts tendront à supprimer: clergé, magistrature, armée, police, gouvernement et autorité quelconque.

Nous n'attendons que le signal pour agir et le jour de la vengeance, soyez-en persuadés, nous ferons vaillamment notre devoir, nous saurons montrer que le Dauphiné, jadis si jaloux de sa liberté et de son indépendance, n'a rien perdu de ses qualités viriles. Si les lécheurs de sang de la presse syphilitique sont parvenus à endormir pendant quelques temps nos populations, le réveil n'en sera que plus terrible.

En attendant ce jour désiré nous ne resterons pas inactifs, nous propagerons avec ardeur nos idées de révolte qui sont des idées de justice et d'égalité, nous revendiquerons sans cesse et par tous les moyens notre place au banquet de la vie, nous oulerons toutes les jeunes intelligences sous notre rouge étendard qui est celui des déshérités et des meurts-de-faim, nous prêcherons partout la grève des conscrits, la grève des contribuables et la grève des locataires, et surtout nous ne manquerons pas, toutes les fois que nous en aurons l'occasion, de faire disparaître un de ces parasites rugeurs qui vivent dans une crapuleuse opulence en ne produisant rien, tandis que pour nous qui produisons tout, le pain noir de la misère nous est marchandé.

Aux prolétaires de Paris et Lyon, avant-garde de la science humaine, appartient l'honneur de nous donner le signal de la révolte, nous jurons d'exterminer cette meute de jouisseurs à laquelle nous avons voué une haine implacable et éternelle.

Aux armes donc, et marchons ensemble à la conquête de l'égalité et du droit.

Nous assurerons ainsi:

La terre aux paysans,

L'usine et l'outil à l'ouvrier,

L'instruction aux jeunes générations,

Le bien-être à tous,

L'existence assurée aux vieillards.

Travailleurs! à l'assaut du vieux monde et vive la Révolution!

23 révolutionnaires impatientes.

Troyes, le 3 septembre 1882.

Troyes. — Le parti révolutionnaire vient de faire une perte douloureuse dans la personne du compagnon Auguste Besson, ouvrier bonnetier, décédé dans sa 30^e année, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Le compagnon Besson était un des fondateurs du groupe communiste anarchiste: les *Nineleurs troyens*.

Propagandiste de la cause révolutionnaire, il avait su, par sa sincérité, s'attirer la sympathie de tous ceux à qui il s'adressait; une foule nombreuse et recueillie a suivi le cortège funèbre jusqu'à sa dernière demeure, où un dernier adieu lui a été adressé au nom de tous ses amis.

E. R.

Lyon, le 29 Août 1882.

Compagnons de l'*Etendard révolutionnaire*.

Le groupe des « Employés révolutionnaires lyonnais » en fonction vous prie d'insérer dans votre courageux organe anarchiste la profession de foi suivante et l'appel qu'il adresse à tous les employés.

Considérant que la classe bourgeoise a

exploité, exploite et exploitera toujours les travailleurs,

Considérant que l'employé de commerce, aussi bien que n'importe quel ouvrier, n'est qu'un instrument entre les mains des bourgeois avachis, que les uns et les autres, nous sommes, en effet, les victimes d'une monstrueuse organisation sociale;

Considérant qu'il importe que tous les exploités, à quelque classe qu'ils appartiennent, étudient ensemble l'œuvre de régénération morale et sociale de l'humanité tout entière sans distinction de langage ni de nationalité;

Considérant qu'il n'y a rien à attendre d'une révolution pacifique et lente, que le suffrage universel et autres balançoires gouvernementales ne sont que des inventions des bourgeois capitalistes, qui par ces moyens ont jusqu'à maintenant réussi à neutraliser l'essor de nos légitimes revendications;

Considérant que pour venir à bout des loups cerviers de la finance, des Gallifets et de tous les soudards assassins, en un mot, de tous les vampires bourgeois exploités des prolétaires, il faut absolument faire table rase de tout gouvernement et de toute autorité;

Le groupe des Employés révolutionnaires lyonnais fait un pressant appel à tous les ennemis de l'organisation sociale actuelle, à tous ceux désireux d'affranchir le prolétariat des despotes religieux, politiques et économiques, enfin à tous les hommes courageux qui ne craindront pas, rassemblés autour du drapeau des revendications populaires, de se préparer au combat suprême contre le capital et la société.

Vive l'anarchie.

Vive la Révolution sociale.

Le Secrétaire,

GACHE neveu,

Rue du Jardin des Plantes, 7.

Le Président,

S. GRASSY,

Rue des Capucins, 17.

Les adhésions sont reçues chez les Compagnons GACHE et GRASSY, tous les jours de midi à 2 heures, et le soir, de 8 heures à 10 heures.

SOUSCRIPTION

POUR LA

PROPAGANDE RÉVOLUTIONNAIRE

Un groupe de ... Grenoble, amis du progrès, 2 fr. 20.

... des Brotteaux, versé par Boréas, 5 fr. Un des 475 électeurs vendus dans la foire électorale tenu le 9 juillet, à Messimy, 1,25. — Deux crieurs de « Mort aux voleurs », 0,70. — Ceuillette faite à l'assemblée générale de la ligue internationale des femmes révolutionnaires, pour les mineurs de Montceau, 4,70, pour l'*Etendard révolutionnaire*, 4,00. — Un révolutionnaire de St-Genis-les-Ollières, 0,25. — Pour la destruction de tous les diables, 0,25. — J. P., 0,50.

— Un jeune citoyen de Paris, 4,50 — Guyot, 0,50. — Collecte de la salle Rozier de Paris, 4,45. — Liste n° 12 (compagnon Martin), 1,80.

— Les révolutionnaires des Charpenne, versé par Descôte, 7,05. — Lucifer, 0,70. — Gallais de Paris, 0,50. — Bruel, 0,50. — Mlle Madinier, 0,50. — Section de Perrache et liste d'Oullins, 7,25. — Total, 42 fr. 80.

— J. P., 0,50. — Un jeune citoyen de Paris, 4,50 — Guyot, 0,50. — Collecte de la salle Rozier de Paris, 4,45. — Liste n° 12 (compagnon Martin), 1,80.

— Les révolutionnaires des Charpenne, versé par Descôte, 7,05. — Lucifer, 0,70. — Gallais de Paris, 0,50. — Bruel, 0,50. — Mlle Madinier, 0,50. — Section de Perrache et liste d'Oullins, 7,25. — Total, 42 fr. 80.

— J. P., 0,50. — Un jeune citoyen de Paris, 4,50 — Guyot, 0,50. — Collecte de la salle Rozier de Paris, 4,45. — Liste n° 12 (compagnon Martin), 1,80.

— Les révolutionnaires des Charpenne, versé par Descôte, 7,05. — Lucifer, 0,70. — Gallais de Paris, 0,50. — Bruel, 0,50. — Mlle Madinier, 0,50. — Section de Perrache et liste d'Oullins, 7,25. — Total, 42 fr. 80.

St-Etienne, le 4 juin 1882.

Compagnons,

La section des Outlaws organise une réunion privée et contradictoire qui aura lieu le mardi 12 septembre, à 8 heures du soir, rue Valbenoite, 16, ou fond de la cour.

Ordre du jour:

Du suffrage universel et de ses conséquences.

Section des Outlaws.

NOTA. — Nous invitons tous les citoyens soucieux de leurs intérêts à assister à cette réunion.

NOTRE SUPPLÉMENT

De nouvelles demandes nous étant parvenues pour notre numéro exceptionnel contenant la défense du compagnon Bonthoux et la publication MORT AUX VOLEURS, nous nous sommes vus forcés de faire un deuxième tirage. Il nous reste 500 exemplaires que nous tenons à la disposition de nos lecteurs.

Le gérant, A. CYVOCT.

Lyon, impr. A. PASTEL, 40, petite rue de Cuir,